intéressante. La lumière, commence à se faire. Nous y reconnaissons des signes de prudence et l'honnête intention de la part du gouvernement de créer une circulation sûre et utile quoique non convertissable immédiatement. Mais ces bonnes intentions furent réduites à l'impuissance, comme nous allons le voir, par la conduite sans scrupules de l'intendant. Le gouvernement se plongea dans une série d'émissions frauduleuses et non autorisées qui eurent pour résultat le déshonneur et la ruine de tous ceux qui y étaient concernés. Avec un système financier solide, la situation présente du Canada aurait pu être bien différente de qu'elle est. Les colons ne manquaient ni d'ardeur guerrière ni de brillantes qualités militaires; mais le honteux gaspillage des deniers publics et la mauvaise administration des affaires de la colonie en général eurent un effet déplorable sur l'esprit de la population et contribuèrent probablement pour beaucoup à la perte du Canada par la France.

Le gouvernement avait fait une concession malheureuse à ses employés mal payés. Il leur avait été permis de faire du commerce, à tous depuis le plus haut fonctionnaire jusqu'au plus petit. Il en résulta les abus les plus odieux. Les employés se liguèrent, paraît-il, avec les principaux marchands pour extorquer des prix exorbitants du gouvernement et des colons à qui ils vendaient des marchandises. (Garneau, vol. II, page 290.) Le privilège de faire commerce, avec celui d'émettre du papier monnaie, quelquefois réunis dans les mêmes mains, ouvraient la porte à tous les abus; et l'on a accusé les plus hauts dignitaires de s'être ainsi enrichis par la fraude et la rapine.

La nouvelle émission étant encore insuffisante, on aurait pu, en toute sécurité, en autoriser d'autres, avec les restrictions convenables. Mais l'intendant, se mit à agir de son propre chef et, sous sa propre autorité, il fit une émission distincte de papier monnaie qu'il appela des "ordonnances" et auquel aucune limite n'était fixée. Les "ordonnances" n'étaient ni plus ni moins que des billets à ordre. La plus petite coupure était de 20 sols, la plus considérable de 100 livres. Elles étaient imprimées sur du papier commun de la grandeur à peu près d'une demi-feuille de papier à lettres ordinaire. En haut on lisait les mots: "*Dépenses générales*" puis le numéro, ensuite la formule: *Il sera tenu compte par le Roi, au mois d'oc-*

tobre prochain, de la somme de ... livres valeur en la soumission du trésorier restée au bureau du contrôle. En dessous, la date et la signature de l'intendant Bigot.

Les cartes et les ordonnances étaient employées les unes et les autres comme monnaie et circulaient simultanément dans la colonie. Mais on préférait les cartes que l'on considérait comme ayant un droit privilégié contre le trésor. Avant la clôture de la navigation en octobre, chaque année, ceux qui avaient besoin de traites sur la France pour faire des remises, pouvaient se les procurer au bureau du trésorier de la marine, contre paiement en cartes et ordonnances; mais les cartes étaient rachetées les premières, parce que le rachat des ordonnances était contingent à l'état du crédit de la colonie. Si les dépenses annuelles dépassaient la somme du crédit ouvert sur le trésor royal, les ordonnances, au lieu d'être rachetées en lettres de change, étaient échangées contre des bons payables à douze mois de date, en monnaie de carte. On appelait ce règlement "faire la réduction." En 1754 les cartes et les ordonnances furent réglées de la même façon, savoir, par des lettres de change payables partie en 1754, partie en 1755 et partie en 1756. Cette année là, il arriva de France 1,300,000 livres en espèces et la population crut que le gouvernement avait l'intention de cesser l'émission de monnaie de papier. La monnaie métallique faisait prime; on donnait à l'écu de 6 livres argent la même valeur qu'à 8 livres en monnaie de papier. Le gouvernement essaya de maintenir cette prime sur l'argent comme une parité permanente de valeur; mais comme les émissions de papier continuèrent, cet essai ne réussit pas; la valeur du papier tomba, malgré le gouvernement, à 60 et 70 p. c. d'escompte. Le papier en circulation alors, consistant surtout en ordonnances, fut tout à fait déprécié. "Le papier qui nous reste," écrivait M. de Lévis au ministre, "est entièrement décrédité, et tous les habitants sont dans le désespoir. Ils ont tout sacrifié pour la conservation du Canada. Ils se trouvent actuellement ruinés, sans ressources." (Garneau, page 355, vol. II.)

En 1758-9 le système reçut son coup de mort au Canada, par le refus du trésor de payer les traites et la défense par le gouvernement de la métropole d'émettre de nouvelles traites sur le trésor, avant qu'une enquête ne fut faite sur les causes et l'étendue de ces

émissions excessives de papier monnaie. Avant la conclusion de la paix, mais à un moment où l'on avait déjà perdu toute espérance de conserver le Canada à la France, le gouverneur de Vaudreuil et l'intendant Bigot lancèrent une circulaire aux colons les informant qu'ils avaient reçu instruction de Sa Majesté le Roi, de dire que les circonstances le forçaient de refuser de faire honneur aux traites tirées sur le trésor; mais que les traites tirées en 1757 et 1758, étant alors échues, seraient liquidées trois mois après la conclusion de la paix, avec intérêt à partir de l'échéance; et que les traites émises en 1759 seraient liquidées dix-huit mois après la paix. Ils ajoutaient qu'ils étaient chargés d'assurer à la population que la situation du trésor royal seule forçait le Roi d'en venir à cette mesure à l'égard de ceux qui avaient donné tant de preuves signalées de leur fidélité et de leur attachement à la couronne. Ils espéraient qu'on attendrait patiemment le règlement de ces créances. Ces promesses ne furent jamais remplies.

M. Garneau, citant Raynal, dit que le papier monnaie avait augmenté rapidement; on en avait émis chaque année en plus grande quantité, 1,700,000 livres, en 1849, puis 2,700,000, 4,900,000, 5,900,000, 5,300,000, 4,450,000, 6,100,000, 11,300,000, 19,250,000, 27,900,000, 26,000,000 et, pendant les huit premiers mois de 1760, 13,500,000 livres, ce qui faisait un total dépassant 123,000,000 de livres. Sur cette somme, dit M. Garneau, le gouvernement devait 80,000,000, dont 41,000,000 à des créanciers canadiens, soit 34,000,000 en ordonnances et 7,000,000 en lettres de change. Cet énorme montant de créances sur l'état, énorme pour le pays, fut à-peu près perdu pour les Canadiens. Les marchands anglais et les officiers de l'armée anglaise en achetèrent une grande partie à vil prix et les revendirent, par l'entremise de négociants ou de courtiers français, sur la bourse de Londres pour argent comptant. Les influences qu'ils mirent en jeu leur permirent de faire insérer dans le traité de 1763 une clause stipulant une indemnité de 3,600,000 livres pour les porteurs des lettres de change qui se trouvèrent ainsi remboursés de la moitié de leurs créances, et une autre somme couvrant les trois quarts des ordonnances. Mais comme presque tous les titres de ces créances étaient déjà passés entre les mains des Anglais, ces derniers profitèrent à peu près seuls de cette indemnité, tandis que les Ca-